

Question qui fâche...

№ 10

Les syndicats mènent des combats d'arrière-garde ? Pour ou contre les réformes ?

□ Poser toujours la question en ces termes, outre que cela ne reflète pas la réalité, c'est avoir une drôle de vision de la démocratie. Il faut parfois relire Tocqueville pour se rappeler qu'il n'y a pas de vraie démocratie sans contre-pouvoirs. Il faut surtout être conscient que par ce genre d'anathème, on ne vise généralement qu'à clore le débat avant qu'il n'ait pu commencer, à s'exempter de mener les indispensables concertations qui font les bonnes réformes. Or, s'agissant de la réorganisation du MEDAD, de la RGPP, de la loi mobilité qui peut prétendre qu'il y a eu concertation ? Alors, vitesse ou précipitation ?... ou autoritarisme ? Si, nonobstant les petits calculs de certains, FO a suscité sur ses analyses un large front syndical, ce n'est pas le fruit du hasard...

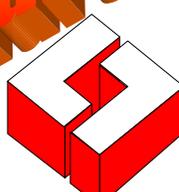
□ Faut-il encore rappeler que le rôle premier d'un syndicat est de « *défendre les intérêts professionnels, matériels et moraux* » des personnels (article premier de nos statuts) ? Or, qui peut prétendre que ce ne sont pas nos métiers qui sont aujourd'hui en jeu et, au-delà, une partie du service public ? Qui peut ignorer que derrière les ETP, il y a des hommes et des femmes ? On peut être favorable à la réforme et ne pas oublier ces principes. On peut être favorable à la réforme mais pas à n'importe laquelle, n'importe comment...

□ Quand notre syndicat a approuvé lors de son dernier congrès un rapport « *pour une refondation des services techniques déconcentrés de l'Etat* », après tant d'autres tout aussi « réformistes », était-il arc-bouté sur la défense de rentes de situation ? Ou n'était-il pas davantage précurseur que bien des ministres et des administrations oublieux de l'intérêt et du sens de la réforme ? Et au nom des immobilismes coupables dénoncés hier, faudrait-il accepter les destructions indistinctes d'aujourd'hui ?

□ Le service public de l'aménagement et du développement durables, nous, nous y croyons. Et c'est pour cela que nous le défendons !

Le 7 mars, il sera peut-être trop tard !

**TOUS à Paris
le 6 mars**



Et si...

№ 10

... ensemble, tout devenait possible ?

La création du MEDAD, outil unique au monde, le Grenelle de l'environnement, la France pionnière du développement et de l'aménagement durables : beaucoup a été déclamé, plus encore a été promis. La désillusion déjà perceptible (et pas que chez les syndicats...) est à la hauteur de l'enjeu. Pourtant, faut-il le rappeler, dès le départ nous avons affirmé qu'il s'agissait-là d'un projet et d'une opportunité extraordinaires et indispensables, dans lesquels le service public avait un rôle éminent à jouer ! A la condition, expliquions-nous pour ce qui nous concernait, à savoir le MEDAD, que cela soit porté par une stratégie et un projet ambitieux.

Force est de constater qu'à laisser les rênes à des gens qui n'y comprennent rien (Budget, RGPP & Co.), à conditionner ces réformes à celles, destructrices, de la fonction publique, l'ambition tend inexorablement à s'étioler. Qu'en restera-t-il, si rien n'est fait, après le deuxième conseil de modernisation des politiques publiques ? Les petits pas de notre ministre suffiront-ils à changer la donne ? Il faudrait être bien imprudent pour l'assurer !

Or, ce projet ambitieux pour le service public de l'aménagement et du développement durables des territoires et les moyens qui vont avec, nous les voulons. Et nous pouvons encore les obtenir par notre engagement et notre mobilisation ! Mais il ne reste que quelques semaines, quelques jours peut-être (puisque, fortuitement, l'audit du ministre a été avancé...). Prenons notre ministre, le gouvernement et le Président au mot : exigeons que cet outil unique au monde ne soit pas galvaudé ; exigeons tous, le 6 mars à Paris, que cette ambition devienne réalité et qu'on lui donne les moyens d'exister !

Et si... le 7 mars, un autre avenir devenait possible ?

**TOUS à Paris
le 6 mars**

